

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 8 NOVEMBRE 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX 0,50F

EDITORIAL

*IRAN : La colère
populaire remet en
cause la dictature !*

Durant le week-end dernier, des masses d'étudiants ont tenu la rue à Téhéran. Ils étaient 50 000 à 60 000 à déferler dans les différentes artères de la rue, contre l'assassinat de plusieurs de leurs camarades lors des manifestations de la veille. Ces jeunes étaient armés de barre de fer, de bois et de pierres, décidés à résister à l'armée, et criaient leur haine du régime. Sur leur passage tout ce qui représente ce régime, banques, grands magasins, jusqu'au ministère de l'information, étaient systématiquement saccagés, incendiés, pillés.

Cette fois, l'armée n'a pas reçu l'ordre de riposter. Au fur et à mesure que les étudiants avançaient dans les nouveaux quartiers, elle se retirait. En fin de compte la rue fut laissée aux manifestants, sans doute pour justifier par la suite la loi martiale.

Dès le lendemain, le shah nomma le chef supérieur de l'armée premier ministre et forma un gouvernement avec une majorité de militaires, en précisant que ce gouvernement serait chargé de faire respecter la loi martiale.

Malgré les nouvelles décisions du dictateur iranien, on a vraiment l'impression d'assister aux derniers soubresauts d'un régime vomé par toutes les couches de la population.

L'application rigoureuse de la loi martiale décrétée depuis le sanglant vendredi noir d'octobre, n'empêche pas les manifestations de se dérouler dans de nombreuses villes d'Iran. Et à la suite des nombreux mouvements de grève, la situation économique s'est gravement détériorée.

De l'extérieur du pays et sous la pression de ces manifestations populaires, les différentes fractions de l'opposition accélèrent démarches et compromis.

A l'heure actuelle, les clans d'oeil qu'adressait le régime du shah aux opposants les plus modérés, semblent dépassés. Car l'ensemble de l'opposition paraît tenir compte du fait que la population refuse définitivement la présence du shah. C'est ainsi que durant le week-end dernier, les visites et réunions ont été nombreuses à la villa

(Suite en page 2)

MARTINIQUE

GRÈVE IMPRESSIONNANTE DES ARTISANS

Toute la journée du lundi 6, Fort-de-France a été paralysé par la grève des commerçants et artisans du CID-UNATI.

En effet, outre les commerçants et artisans, camionneurs, transporteurs du GET et chauffeurs de taxi, s'étaient mobilisés ce jour là, et tous les carrefours stratégiques de la ville étaient bouchés par les camions et taxis dès 7H du matin. Il était impossible de sortir ou de pénétrer en voiture dans la ville.

A Fort-de-France de nombreux magasins étaient fermés.

On peut donc dire que cette journée a été un succès total pour les grévistes. Bien que M. Biencontant, dirigeant des PME et activiste notoire du RPR ait dénoncé le mouvement.

La grogne chez les artisans et les commerçants s'explique par la politique colonialiste du gouvernement français.

En effet, les petits artisans sont affiliés à CANCAVA et à la CAVICORG, deux caisses de retraite vieillesse. Lorsque

leurs cotisations ne sont pas payées, ils sont poursuivis et leurs biens saisis. Par contre, le gouvernement leur refuse le droit de s'affilier à la caisse-maladie pour se soigner, alors que cette caisse existe pour les artisans français.

Ainsi, l'argent des artisans martiniquais part en France sous forme de cotisations vieillesse pour un retour plus aléatoire lors de la retraite. Et de plus lorsqu'il s'agit de se soigner durant leur vie active l'état les en empêche.

C'est pour protester contre ces discriminations que les artisans se sont mis en grève.

Devant l'importance de leur mobilisation de nombreux télégrammes sont partis pour alerter, soi-disant, les autorités compétentes : télégrammes du préfet à Simone Weil, télégramme de Emile Maurice.

Cela ne suffira certainement pas à apaiser la colère des artisans et commerçants.

GUADELOUPE

Meeting anti-CHIRAC et occupation de FR3

Vendredi dernier après le meeting de protestation contre Chirac qui a réuni près de 500 personnes, une manifestation de plusieurs centaines d'entre elles se rendit à la station de FR3.

C'est aux cris de "Chirac dehors", "Chirac raciste", "Libérons l'information" que la foule pénétra dans les studios de la radio et de la télévision. Elle exigea d'abord qu'un communiqué signé de toutes les organisations ayant appelé au meeting contre Chirac soit lu immédiatement en direct à la radio. Ensuite, pendant quelques instants, au micro, des jeunes et des travailleurs purent dire ce qu'ils pensaient de la situation coloniale, de la politique de Chirac et de FR3.

Puis, c'est dans les studios de la télévision que se rendit la foule exigeant l'arrêt du programme de télévision et la diffusion sur les ondes d'un communiqué. Après s'être vite rendus à l'évidence que rien ne ferait reculer les travailleurs, les jeunes, les femmes qui se trouvaient là, la direction de FR3 donna l'ordre aux techniciens de permettre la diffusion du communiqué.

Au même instant donc dans toute la Guadeloupe des milliers de gens ont pu entendre tout haut ce qu'eux-mêmes pen-

sent depuis longtemps. Chirac, représentant de la politique coloniale, FR3, la situation d'oppression de notre pays, tout cela fut dénoncé en bloc dans le communiqué.

Ensuite une délégation posa devant les responsables de la station les revendications des organisations suivantes : CGTG, FTG, SPECOG, SNES, UFG, UJCG, GRS, Combat Ouvrier, PCG, PSG. Ces revendications posent le problème du droit d'antenne régulier pour les organisations de gauche, d'extrême gauche, et les syndicats, d'une revue de presse hebdomadaire locale, notamment. La délégation exigea un rendez-vous avec la direction de FR3 afin de vérifier si leurs revendications ont été bien prises en compte et de poursuivre éventuellement les négociations.

J. BIBRAC

Directeur de publication : ~~XXXXXXXXXX~~
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
1^{er} supplément au mensuel 92

GUADELOUPE

IL FAUT POURSUIVRE L'ACTION SUR L'INFORMATION RADIO-TELEVISEE !

A Combat Ouvrier nous pensons que l'action menée à FR3 par une fraction active de la population guadeloupéenne représente les aspirations de la grande majorité d'entre elle, de même que les revendications posées par la délégation.

Cette action a eu un large impact dans tout le pays et même à l'extérieur. Il ne faudrait pas en rester là. Une campagne doit et peut être menée dans l'immédiat auprès de la population sur les problèmes de l'information aux Antilles.

Des Comités de soutien à l'action menée, des comités de protestation et de vigilance sur l'information diffusée en Guadeloupe devraient se former partout, dans les communes et les grandes villes. Cette affaire doit être l'affaire de tous.

Tout un chacun qu'il soit ouvrier, ouvrier agricole, paysan, artisan ou commerçant fonctionnaire, enseignant (élève), femme, jeune ont ou auront à se plaindre de l'information en Guadeloupe.

L'information est aux mains du pouvoir colonial et de la bourgeoisie, les idées qui y sont retransmises sont des idées bourgeoises. Tous les jours de 5H30 à 22H on nous intoxique, on intoxique nos enfants. Nous ne devons plus admettre cela. Il faut que cela change et il faut engager une action contre cette information malsaine.

Certes, tant que les Antilles seront sous la domination du colonialisme français et de la bourgeoisie, nous ne pourrons pas changer totalement cette information, mais, dans l'immédiat, nous pouvons au moins exiger certaines choses et surtout la satisfaction des revendications posées par la délégation. Nous pouvons aussi contribuer à assainir cette information, lancer des idées, proposer des programmes sur la vie la culture, la politique locale, caraïbe, et internationale.

L'action doit se poursuivre.

F. F. 3 (GUADELOUPE)

LES JOURNALISTES N'ENTENDENT PAS SUBIR DE PRESSION... VOYEZ-VOUS ÇA !!!

Suite à l'occupation des locaux de FR3 Guadeloupe par des manifestants le Vendredi 3 Novembre, un communiqué émanant des journalistes de la station nous dit-on, a été diffusé le lundi 6.

Les journalistes en question déclarent entendre travailler en toute indépendance, sans subir de pression d'où qu'elle vienne. Ils voulaient probablement dire de pression de la part du public. Car à qui feront-ils croire qu'ils font leur travail d'information en toute

indépendance, sans subir de pression de la part du chef de station et autre directeur en poste ici. A qui feront-ils croire, ces journalistes en question, qu'ils ne subissent pas de pression de la part de la préfecture ?

Quant à nous, nous osons espérer que ce communiqué a été pondu par la direction et certains journalistes particulièrement zélés.

O O O O O O O O

GUADELOUPE

A PETIT BOURG, ON A MANIFESTE AUSSI CONTRE CHIRAC !

Le voyage de Chirac en Guadeloupe, n'aura pas été que poignée de main chaleureuses, publicité outrancière et favorable, vins d'honneur, fleurs et applaudissements.

Le meeting de protestation, la manifestation à FR3 furent des succès populaires.

Mais, il y eut aussi une manifestation d'opposition à Petit-Bourg qui, bien que modeste a revêtu dans la commune une certaine importance politique.

Après avoir laissé parlé les orateurs qui le précédaient y compris l'ancien maire de la commune et le député actuel RPR, Maximin, une bonne partie de la foule

pertuba le discours de Chirac. Les opposants crièrent des slogans contre le chef du RPR, notamment :

"Chirac raciste".

Au moins, une partie de la population Antillaise a su exprimer son désaccord avec la politique bourgeoise colonialiste. Elle n'est pas prête non plus d'oublier la circulaire raciste que les services de la mairie parisienne de Chirac avaient publiée précisant qu'ils n'embaucheraient pas de personnel de couleur.

O O O O O O O O

PORT DE BASSE-TERRE (GUADELOUPE)

OU VEUT-ON EN VENIR ?

Dernièrement s'est tenue à Basse-Terre une importante réunion sur l'avenir du port et le problème de la conteneurisation.

A l'issue de cette réunion à laquelle participaient des représentants de tous les secteurs concernés : transporteurs maritimes et routiers, producteurs de bananes, municipalité de Basse-Terre, représentants des dockers etc..., il apparaît pour la première fois que seule la Compagnie générale maritime est intéressée par la conteneurisation. Les producteurs de banane de la SICA-ASSOBAG se déclarent prêts rompre leur contrat avec la C.G. Mariti-

et Oh surprise, la Puissante Compagnie Fruitière qui rappelle le contrôle la Compagnie de navigation Mixte, se déclare partisan du maintien de l'exportation de la banane par Basse-Terre. La Compagnie mixte propose même de faire venir un bateau conventionnel 3 fois par semaine à Basse-Terre. Même le secrétaire aux affaires économiques du département, a déclaré que le gouvernement est prêt à tout faire pour maintenir l'activité du port de Basse-Terre. Une question se pose cependant. Pourquoi ce revirement de la part de ces gens ? Ne s'agit-il pas de simples déclarations destinées à apaiser l'inquiétude de la population travailleuse ?

O O O O O O O O

MARTINIQUE

LA RONDE DU NORD LA VALSE DU FRIC !

La Ronde du Nord, comme les précédentes courses, course de Côte et Grand Prix de Fort de France, a connu un succès notable.

Il faut dire que France Antilles, la radio et la télé n'ont pas ménagé leurs efforts pour amener une foule de spectateurs autour de ce circuit automobile organisé par l'ASAM.

Mais si les concurrents et les spectateurs ont trouvé grand plaisir à cette manifestation sportive, les plus gagnants de l'affaire sont les fabricants d'automobiles et leurs agences à la Martinique qui réalisent là, une bonne publicité pour leurs engins.

Car toutes ces courses automobiles ont pour but unique de faire entendre et de faire voir des centaines et des centaines de fois au public les noms des SIMCA, Renault, Opel, Fiat, etc...

C'est certes plus efficace et moins cher que la publicité par affiches ou par "spot" à la télé ou au cinéma.

Mais il faut remarquer autre chose : c'est que dans un pays que tout le monde s'acharne à décrire comme étant pauvre et sans ressources, voilà bien des millions qui valent dans une seule matinée sur un circuit automobile.

EDITORIAL

(SUITE)

L'ayatolla Komeiny dans la région parisienne désormais tous les opposants politiques ont rejoint la position du chef religieux et demandent, en préalable à toutes négociations, le départ du Shah.

Le bateau coule, les rats quittent le navire... Tous ceux qui, de près ou de loin, cautionnaient le régime jouant l'opposition de sa majesté s'éloignent désormais du pouvoir, comptant bien se trouver en bonne position dans la "république islamique progressiste" que prône le chef chite.

Pour l'heure, les masses iraniennes restent mobilisées.

Parviendront-elles à imposer des changements radicaux ou bien se contenteront-elles d'un simple changement de tableaux : Komeiny remplaçant Reza Palhevi le sanguinaire avec l'accord même discret dans un premier temps, de l'impérialisme américain.

En effet, si le Shah ne parvient pas à bout de la mobilisation populaire, le gouvernement américain risque de lui retirer la confiance que Carter vient encore de lui affirmer, et négocier avec une opposition fiable.

Il est difficile de savoir actuellement si la tempête qu'ont déclenchée les masses iraniennes renversera uniquement le Shah et la famille royale ou si dans la lutte, les classes laborieuses trouveront leur direction propre. Seule cette hypothèse leur permettrait de se débarrasser non seulement du Shah mais aussi d'exiger le départ de tous ceux qui s'approprient, avec l'aide de l'impérialisme à prendre la relève et continuer l'exploitation du peuple iranien.

O O O O O O O O